

Principales références bibliographiques :

Le personalisme. EMMANUEL MOUNIER
éd. PUF, Coll. Que sais-je ?, n°395, Paris, 1949 (1^{ère} éd.) – 2001 (17^e éd.)

Plus est en l'homme – Le personalisme vécu comme humanisme radical. VINCENT TRIEST
éd. PIE-Peter Lang, Bruxelles-Berne, 2000-2002 (3^e édition)
Diffusion Nord-Sud (pour le Benelux)
Site de l'éditeur : <http://www.peterlang.net>

Voir aussi : les *Cahiers de l'Atelier du Personalisme* édités par le C@PP (1), en particulier :

Cahier n°1 **Le personalisme, humanisme de demain ?** par P. HARMEL

Cahier n°7 **Spécial MOUNIER** par V. TRIEST et F. GOFFINET

Cahier n°14 **Quel humanisme pour le XXI^e siècle ?**
Table ronde du 26 avril 2000 avec J. BAUDUIN (Ecolo), R. MILLER (PRL), Ch. PICQUE (PS) et J.-J. VISEUR (Nouveau PSC)

introduite par **Les 19 thèses de la réforme personaliste** par V. TRIEST

Cahier n°19 **L'humanisme radical du personalisme**, entretiens sur RCF, par R. LEIDGENS (RCF) et V. TRIEST

Cahier n°20 **L'Afrique, berceau de l'humanité, terreau d'un nouvel humanisme ?** par Z. HABIMANA et Cl. KUETE

(1) Pour obtenir les Cahiers, s'adresser à V. Triest, 4 rue de Vismes, B 1348 Louvain-la-Neuve
tél. +32-[0]10-45 52 50
portable +32- [0]473-94 73 75
courriel : vincent.triest@skynet.be

Manifeste personaliste

pour une nouvelle société

L'humanisme des personnes

Fraternité
Egalité
en dignité
Liberté



Manifeste personnaliste

Nous proclamons un humanisme fondé sur la fraternité : l'humanisme des personnes.

La fraternité : nous savons que celle-ci constitue un idéal difficile. C'est même une utopie. Mais nous éprouvons dans nos vies qu'elle représente une exigence plus indispensable et plus désirable que jamais.

Nous voulons traduire en projet de société cet humanisme des personnes.

Celui-ci diffère radicalement de l'humanisme de l'individu et de l'humanisme de l'humanité qui ont marqué la modernité. Nous ne récusons pas la modernité. Nous voulons plutôt lui donner un second souffle. Nous entendons en reprendre les acquis tout en la délivrant de ses contradictions mortelles.

Nous sommes pour la libération du peuple des personnes. C'est de lui que nous sommes issus. Nous ne nous contentons pas d'être des individus isolés, « uns avec eux-mêmes et séparés irréductiblement des autres ». Nous appartenons à ce peuple des personnes qui marchent vers leur humanité et vers leur liberté en se créant mutuellement.

Dans cette aventure, nos personnes demeurent singulières et nos vies particulières. Mais nous éprouvons ensemble que la Terre sur laquelle nous vivons ne tourne pas comme elle devrait. Parmi ceux qui disposent d'un « emploi », innombrables sont ceux qui ont le sentiment de perdre leur vie en gagnant leur pain. Il y a aussi ceux qui travaillent mais qui n'ont pas de « vrais emplois » au sens du marché. Nous pensons aux parents qui restent au foyer pour élever leurs enfants, aux aides bénévoles, à tous ces artisans des métiers du cœur fort peu rémunérés et bien mal reconnus. Au plus bas de notre société, nous voyons encore ceux qui vivent seuls. Privés de « relations », ils connaissent la vraie pauvreté, cette pauvreté indigne qui n'a rien à voir avec la misère du porte-feuille, ils connaissent la misère de ceux dont personne n'a besoin.

NOUS VOULONS RESISTER A TOUS LES « IMPERSONNALISMES »

Avec la modernité, une transformation majeure des mentalités s'est produite. C'était au temps de la Renaissance. Les interprétations religieuses de l'univers étaient balayées. Le monde apparaissait aux hommes aussi immense que désenchanté. L'idée de Dieu perdait son évidence. L'autonomie de la raison était proclamée. L'homme de la Renaissance et des Lumières lui confiait le soin de l'éclairer sur le sens de sa vie.

L'heure du « sujet individuel » sonnait pour le meilleur et pour le pire.

Le meilleur ? C'était l'avènement d'un humanisme de l'individu, proclamé libre et responsable, capable ainsi d'accéder à sa majorité en s'émancipant du joug des traditions et des croyances imposées.

Le pire ? Comme Janus, le dieu romain aux deux visages, c'était ce même individu de l'individualisme érigé en dogme, le dogme d'un « sujet » forgé comme un « in-dividu », c'est-à-dire littéralement « un avec lui-même et séparé des autres ».

Au cours du XX^e siècle, le meilleur de la modernité nous a donné les droits de l'homme, la démocratie, l'émancipation des femmes, des peuples et des minorités, la plus grande maîtrise des fatalités naturelles.

Mais comment ne pas voir que le pire était aussi atteint dans le registre de l'inhumanité ? D'autres fatalités, non moins cruelles que celles de la nature, blessaient l'humanité. Usant de toutes les ressources de l'organisation moderne et de la science, des hommes dits « civilisés » en massacraient d'autres par dizaines de millions. Jamais non plus, les moyens techniques aidant, « l'option préférentielle pour les riches » n'était plus cyniquement, plus massivement et plus universellement pratiquée qu'au cours de ce dernier siècle. Qu'avons-nous fait vraiment pour freiner le pillage et le saccage de la planète ? Que nous sommes-nous imposés pour faire prévaloir plus de justice entre le Nord et le Sud ?

L'humanisme des personnes

Infligeant un démenti cinglant à l'optimisme de l'humanisme des Lumières, ces fatalités dues uniquement aux hommes exposaient cruellement la banalité du mal. C'est ainsi que le XX^e siècle voyait s'affirmer les plus grands *impersonnalisés* de tous les temps : *l'impersonnalisme* du marché délié de l'exigence éthique, *l'impersonnalisme* d'une bureaucratie aveugle face aux visages, *l'impersonnalisme* des racismes et des nationalismes.

Oui, nous assumons les acquis positifs de la modernité mais nous voyons trop bien ses failles : notre société est plus que jamais en quête de sens.

NOUS DEVONS REVENIR A LA QUESTION DE L'HOMME

Face à ces impersonnalisés, les précurseurs de notre humanisme (E. Mounier, J. Maritain, G. Marcel, ...) prononçaient ces mots qui sont ceux des prophètes et des « protestants » de tous les temps :

« Ceci n'est pas humain ! ».

Confrontés aux impasses de l'individualisme, c'est le moment pour nous de revenir à la question de l'homme, une question qui coïncide avec celle de la *sens* de la vie : « que devons-nous faire, personnellement et collectivement, pour être des humains ? ». Nous savons que nous ne naissons pas concrètement « libres et égaux ». Nous avons à le devenir, les uns par les autres. Tout au long de notre vie, nous nous construisons mutuellement au sein du peuple des personnes. Fondé sur une conception de l'homme comme *être qui se crée par la relation*, l'humanisme des personnes apporte un double démenti au dogme de l'individualisme — ce dogme qui associe le pouvoir de « penser par soi », dans l'isolement, et le droit de « vivre pour soi-même », dans l'égoïsme.

« Le pouvoir de penser par soi ? » : selon nous, la conscience de soi suppose la relation avec l'autre. On devient sujet et on le reste par autrui dont nous sommes responsables. Seuls, nous mourons.

« Le droit de vivre pour nous-mêmes ? » : nous en disposons certes dans la mesure où nous avons la liberté d'agir. Mais l'homme n'est vraiment libre que lorsqu'il parvient à s'échapper de la prison la mieux gardée de l'univers : la prison du Moi. Pour nous, être vraiment libres c'est vivre pour autrui, dans la fraternité. La fraternité : une utopie. Mais c'est une utopie dont nous avons besoin pour vivre.

La fraternité nous rendra libres : telle est la bonne nouvelle de l'humanisme des personnes, un humanisme radical et existentiel, une « philosophie ensevelie » (R. Habachi) qui nous ouvre à la liberté et à la joie de vivre.

Notre humanisme des personnes inspire une vision de la société qui guide notre engagement politique. Il en explore les « tenants », à savoir l'éthique des relations humaines, et les « aboutissants » en terme de programmes d'action. Parmi nous, beaucoup sont mus par le message de l'Evangile. Ils veulent assumer authentiquement cet héritage plus que jamais vivant tout en pratiquant l'ouverture. Du reste, cette authenticité va de pair avec l'ouverture. Elles sont indissociables. Dans sa radicalité, l'humanisme des personnes résonne avec l'appel de l'Evangile mais cette résonance ne permet pas aux chrétiens de se l'approprier comme un fond propre et exclusif.

L'humanisme des personnes est universel.

NOUS VOULONS « REFAIRE SOCIETE »

Dans la modernité, deux grandes conceptions de la société et de l'Etat se sont affrontées. Ces deux conceptions sont totalement épuisées aujourd'hui.

D'un côté, il y a le modèle libéral de « l'Etat minimaliste » et de l'autre celui de « l'Etat constructiviste » marqué par l'empreinte du socialisme étatique. Le premier en fait le moins possible. Le second en fait trop. Ces deux modèles ont un point commun : l'Etat y apparaît comme un corps étranger à la société.

Dans la conception de l'Etat minimaliste, l'idée que les individus sont voués par leur nature à la guerre de tous contre tous

est compensée par la foi dans les vertus du marché. La fonction de l'Etat consiste pour l'essentiel à assurer un ordre minimum en limitant les penchants excessivement violents de ces individus.

De leur côté, les partisans du modèle constructiviste ne partagent pas cette foi dans le marché. Mais ils n'ont pas non plus foi en l'homme concret. Ils ne croient pas dans les personnes. Adeptes d'un « humanisme de l'Humanité » général et abstrait, ils estiment qu'il convient de forcer l'apparition d'un « homme nouveau » digne du destin qui attend cette humanité.

Ces deux conceptions n'ont engendré que des sociétés tristes. Nous estimons que ces modèles sont dépassés dans les faits. L'Etat est en crise, la société est en panne. Il nous revient de les réinventer, l'un et l'autre, l'un avec l'autre.

A l'opposé de ces deux modèles, l'humanisme politique des personnes reprend à frais nouveaux la question de l'Etat. Selon nous, les institutions doivent être considérées comme le *prolongement* de l'action des personnes et non plus comme des corps étrangers. L'Etat vient de la société. Il ne se situe pas en face ni au-dessus, mais à l'intérieur. L'Etat de demain apparaîtra comme le vecteur des personnes dans ce qu'elles ont de meilleur plutôt que comme le tuteur ou le recteur agissant de l'extérieur sur des individus isolés ou sur des groupes sociaux. Marc SANGNIER affirmait déjà voici un siècle à propos de l'Etat « qu'il est la promesse de liberté pour tous et l'union de tous pour assurer à ceux dont on a la charge directe, et à tous les moins favorisés, une condition de dignité ».

Demain, nous dirons enfin : « L'Etat, c'est nous ! »

NOUS SOMMES DES INCONDITIONNELS DE LA PARTICIPATION

Une telle « refondation » de l'Etat à partir de notre idéal de fraternité ne peut cependant être envisagée qu'au prix d'une seconde révolution qui consiste à replacer les personnes au cœur de notre action. Nous voulons construire l'Etat participatif.

Dans l'optique de « l'Etat minimaliste », la solidarité est organisée de manière parcimonieuse et résiduaire. Dans celle de « l'Etat constructiviste », elle est décriée et procédurière. Dans les deux modèles, le formulaire est roi, la hiérarchie domine et l'impersonnalisme de la bureaucratie s'étend. Les bénéficiaires de la solidarité ont des démarches à accomplir, tantôt pour faire admettre leur état de nécessité, tantôt pour obtenir l'exécution de leurs droits. Qu'il soit « minimaliste » ou « constructiviste », l'Etat ne traite qu'avec des administrés, des assujettis ou des ... « clients ». Aujourd'hui, la crise de l'Etat n'apparaît pas uniquement comme une crise financière et une crise de la solidarité. Elle traduit aussi une crise d'une bureaucratie empêtrée dans sa lourdeur.

Le nouvel Etat fondé sur l'humanisme des personnes s'affirmera comme un Etat stratège et régulateur, un Etat qui s'adaptera en permanence. Il n'attendra pas que les catastrophes se produisent pour réagir. Il pratiquera une veille sociale en anticipant l'évolution des besoins sociaux. Il se montrera attentif aux personnes. Ce sera donc forcément un Etat marqué par l'obsession de la participation. Cela implique qu'il n'assumera pas seul l'indispensable solidarité. Dans le secteur non marchand de l'aide aux personnes, des relations de partenariat seront sans cesse développées entre les institutions publiques et les organisations qui émanent de la base.

C'est dans cette optique qu'il convient de moderniser le principe de subsidiarité en redécouvrant sa vraie finalité. Dans son énoncé lapidaire, ce principe indique que l'organisation de la réponse aux besoins doit être située le plus près possible des personnes concernées. Autrement dit, lorsque le choix s'offre entre différents niveaux d'organisation d'équale efficacité, il faut privilégier le niveau le plus proche des personnes. Nous affirmons que la véritable finalité de ce principe n'est pas défensive mais constructive. Bien plus, cette finalité conditionne la reconstruction du lien social dans nos sociétés froides et fonctionnelles. Pour nous

pour une nouvelle société

en effet, il faut permettre à l'esprit de solidarité de se nourrir du vécu des personnes, à la base. Un lien de continuité doit pouvoir s'affirmer entre la solidarité courte et la solidarité longue. Ce fil ne peut jamais être rompu. Chaque fois que la solidarité est monopolisée par l'Etat, elle s'étouffe. Le temps est venu de nouer des relations obéissant à un esprit de partenariat plutôt qu'à la logique stérile de la concurrence et de l'affrontement.

L'humanisme des personnes consacre ainsi pleinement la légitimité du secteur associatif. Il lui confère le fondement le plus solide qui soit : servir l'homme. Les associations contribuent de concert avec l'Etat à l'humanisation de la société. Elles lui donnent de la chaleur. Elles constituent les maillons indispensables d'une grande chaîne de solidarité dont l'Etat est aussi un des maillons. Nous ne voulons pas opposer société politique et société civile. Quand les personnes « font société » à quelque niveau, on est dans l'ordre de la politique. Les associations doivent donc être reconnues comme des acteurs politiques dans la mesure où elles s'inscrivent dans une démarche de citoyenneté active et responsable.

NOUS VOULONS FONDER NOS ENGAGEMENTS SUR L'HUMANISME DES PERSONNES...

...EN COMBATTANT LES INEGALITES

L'indignation face aux inégalités est à la base de notre action. Nous ne tolérons pas la discrimination et l'injustice. Nous portons les revendications des oubliés, des fragilisés et des exclus. Nous voulons assurer leur intégration, lutter contre l'exclusion.

Nous sommes les défenseurs de l'équale dignité des personnes. Nous croyons à la nécessité d'une redistribution équitable des ressources et des bénéfices afin de corriger les déséquilibres générés par notre système. Nous donnons priorité à la lutte contre la pauvreté, au maintien d'un système de sécurité sociale fort, à l'intégration des minorités, au déploiement des services sociaux, à la mise en place d'une politique d'asile humaine, à l'accès à la connaissance.

...EN HUMANISANT L'ECONOMIE

Le libre jeu des forces économiques ne produit pas, comme par miracle, l'harmonie sociale et le bonheur de tous. L'Etat doit certes dynamiser le marché en libérant au maximum les initiatives individuelles. Mais le marché ne peut être basé sur un principe de liberté absolue, sans contrôle. Il a besoin d'être régulé. Il faut veiller à ce qu'il reste un outil au service du bien-être des citoyens et non une fin en soi. Pour nous, cette mission revient en priorité à l'Etat qui doit se recentrer sur sa fonction de redistributeur, de régulateur et d'arbitre afin d'harmoniser les intérêts particuliers en fonction de l'intérêt général.

...EN ORGANISANT LA VIGILANCE ETHIQUE

Notre position, inspirée du principe de précaution, est fondée sur l'ouverture et la prudence. Demain, la science poussera encore plus loin les frontières du possible : brevetage du vivant, clonage, recherche sur les embryons, etc. Demain, la politique devra de plus en plus imposer l'éthique au progrès.

Attentifs au respect de la dignité humaine, nous refusons toute dérive de marchandisation ou de manipulation de l'humain.

FRATERNITE, EGALITE EN DIGNITE, LIBERTE

Fraternité, égale dignité de chacun, libération de tous les hommes : tel est le projet autour duquel nous nous rassemblons. C'est le projet d'un humanisme toujours neuf, radical, un humanisme joyeux qui tranche sur le pessimisme ambiant. L'humanisme des personnes ne fait que commencer ! Vivre dans la fraternité, c'est vivre dans la vérité de l'homme et accéder ainsi à la vraie liberté. La fraternité nous rendra libres !

Le Carré personnaliste, mars 2001

Contacts : V. Triest, président du CAPP, 4 rue de Vismes à B 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique tél. +32-[0]10-45 52 50, portable +32-[0]473-94 73 15
Courriel : vincent.triest@skynet.be